

*L'ajournement*

Comme la Commission canadienne du blé fait l'impossible pour accroître le volume d'expéditions du port de Churchill, il faut reconnaître qu'en qualité de vendeur elle ne peut désigner aux acheteurs le type de grain qu'il faut acheter ni le port par lequel la livraison sera effectuée. Les acheteurs achètent le grain de Churchill seulement par mesure d'économie, compte tenu du coût du financement de leurs stocks, de l'assurance-maritime, ainsi que le prix du fret maritime.

Le port de Churchill est on ne peut mieux situé pour desservir les marchés de l'Europe de l'Ouest, de l'URSS et de l'Europe de l'Est. Cependant, les expéditions en partance de Churchill pendant les mois d'août, de septembre et d'octobre arrivent à destination pendant ou juste après les récoltes en Europe. A ce moment-là, les entrepôts de ces acheteurs sont pleins ou presque et il leur en coûte un supplément pour financer les stocks qui ne serviront pas à la consommation pendant plusieurs mois. En conséquence, ces acheteurs hésitent à utiliser le port de Churchill autant qu'on le voudrait.

On a tendance à utiliser des navires de plus en plus gros pour le commerce du grain; c'est un autre facteur qui nuit au volume des expéditions du port de Churchill. D'autre part, il existe des avantages indiscutables à utiliser le port de Churchill, notamment la courte distance de transport ferroviaire et autres que mon honorable ami a mentionnés ce soir. La Commission canadienne du blé connaît très bien ces avantages et continuera à l'avenir d'expédier le plus de grain possible du port de Churchill.

**L'ENVIRONNEMENT—DEMANDE D'OCTROI DE CRÉDITS POUR LE PROGRAMME DE RÉGULARISATION DES CRUES DU FRASER**

**M. Benno Friesen (Surrey-White Rock):** Monsieur l'Orateur, le jeudi 4 décembre, j'ai signalé au président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) que la vallée du fleuve Fraser était inondée par des crues abondantes et que certaines zones étaient toujours menacées d'un danger imminent.

Les fonctionnaires du ministère de l'Environnement m'ont déjà informé que l'inflation avait complètement dévoré tout le budget du programme de contrôle des crues du Fraser et que la date prévue pour la fin des travaux avait été reportée à 1979-1980. Ils ont ajouté que le ministère s'était adressé au Conseil du Trésor pour demander des fonds supplémentaires pour financer cet important projet. Voici donc la question que j'ai posée au président du Conseil du Trésor:

Le ministère accordera-t-il à la question la plus haute priorité étant donné qu'une digue a cédé hier dans la région est de Surrey et que le district de South Westminster est menacé d'inondation?

Non seulement la réponse n'a pas été satisfaisante, mais elle était en partie condescendante et gratuite. Je lui suis reconnaissant d'avoir admis que, et je cite:

quand il y a des questions d'urgence comme celle-là, nous prenons les moyens nécessaires si nous sommes obligés de payer notre part de responsabilités.

En soi, cela est acceptable et encourageant. Mais le ministre a ajouté:

J'espère que l'honorable député informera son chef qu'il nous demande de dépenser plus d'argent.

Bien sur que je le ferai. Je ne m'en excuse pas. Tant que les besoins que j'ai mentionnés au ministre réclameront une solution, je continuerai d'exiger des fonds.

[M. Goodale.]

Monsieur l'Orateur, la réponse du ministre met en évidence tout le problème des priorités mal établies du gouvernement. Je parle d'une collectivité de 600 ou 1,000 personnes victimes d'un gel de la construction depuis 1968 en raison des mauvaises installations de drainage et d'égoût. Ces gens ne peuvent obtenir de permis de construire pour réparer leur maison parce que l'un ou l'autre palier du gouvernement a décidé que l'argent consacré à l'amélioration du système de drainage n'était pas un bon investissement pour le moment. Entre-temps, nos cafeterias sont munies de caisses enregistreuses ultra-modernes et le plancher de marbre de la salle à manger du Parlement est recouvert d'un tapis de \$36,000.

Je parle d'une localité où le niveau hydrostatique monte et baisse avec la marée, mais où les systèmes de décharge des crues et les pompes ne fonctionnent pas comme il faut. Entre-temps, la Société Radio-Canada se propose d'y construire un poste français de télévision. Je suis certain, monsieur l'Orateur, que la population de Bridgeview échangerait avec plaisir le poste de télévision contre un bon système de drainage.

Je parle d'une localité où les fossés ont jusqu'à cinq ou six pieds de profondeur, sont ouverts et tapissés d'algues. L'eau s'y accumule de plus en plus parce que les terrains qui sont situés au sud de Bridgeview et sont plus élevés ont été lotis et toute l'eau s'écoule du côté de Bridgeview. Ces fossés entourent le terrain de jeu de la localité, longent l'école et le centre communautaire, ainsi que toutes les rues que les enfants empruntent pour se rendre à l'école. Il semble qu'il n'y a pas assez d'argent pour assécher ces fossés, mais il y en a abondamment pour payer le loyer de milliers de pieds carrés de superficie de bureaux inutilisés un peu partout au Canada.

Je parle d'une localité qui a vraiment le sens communautaire, où les voisins se parlent et s'entraident, où la salle des fêtes municipale sert à des réceptions, des spectacles et des réunions d'affaires. Ces gens ont un esprit de corps et d'entraide que possèdent fort peu de villes aujourd'hui. A une époque où la plupart des gens sont tellement occupés qu'ils sont isolés les uns des autres, il existe encore une localité où les gens se tiennent ensemble. C'est, je crois, l'adversité qui les a réunis.

Le programme mixte fédéral-provincial qui prévoit des digues et des fossés d'assainissement pour les régions comme celles-là accuse déjà beaucoup de retard. Le gouvernement provincial a demandé à la municipalité de Surrey d'acheter le droit de passage pour construire des digues et rénover les anciennes. Ces municipalités ont tenu leurs engagements et se sont apprêtées à le faire. Maintenant, on leur dit que les fonds ont été coupés, en partie à cause du manque de fonds fédéraux. Et maintenant le ministre répond: «Vous me demandez de dépenser plus d'argent.» Certainement. Mais je demande plus que cela.

Je demande une remise en ordre des priorités. Je demande au président du Conseil du Trésor de se souvenir qu'il ne s'agit pas de demander aux gens d'attendre des produits de luxe. Nous parlons d'êtres humains et de leurs besoins fondamentaux. Des besoins comme la protection contre les inondations et les noyades, comme l'hygiène, comme la possibilité d'ériger une localité dont ils puissent s'enorgueillir. Je le répète, monsieur l'Orateur, la municipalité de Surrey fait sa part, la population fait sa part, et maintenant elles comptent que le gouvernement fédéral fera la sienne.